

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 18 (1960)

Heft: 3

Artikel: L'université et le monde des affaires

Autor: Golay, Jean / Matthey, Robert / Streiff, Bernardo

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-135206>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'Université et le monde des affaires

Jean Golay

Professeur à l'Université de Lausanne

Introduction

Il n'y a pas si longtemps, l'Université et le monde des affaires, s'ignoraient. En effet, des cloisons étanches les séparaient; la première se retranchait derrière la recherche scientifique pure; le second considérait qu'un certain bon sens et que l'empirisme suffisaient à eux seuls à résoudre toutes les difficultés qu'il rencontrait.

Ces temps sont aujourd'hui révolus. Un dialogue s'est engagé entre l'Alma Mater et ce que l'on comprend sous la dénomination: « monde des affaires ». De part et d'autre, on est conscient qu'il existe une interdépendance entre les deux. L'Université sait que la vie est le laboratoire indispensable à l'homme de science, instrument qui offre à ce dernier la possibilité d'expérimenter le fruit de ses recherches et qui le place tous les jours en présence de nouveaux problèmes.

L'industrie, le commerce, la banque se trouvent quotidiennement obligés de trouver des solutions pratiques et efficaces, face à des situations toujours plus complexes qui relèvent d'un monde dans lequel l'éclatement démographique, la poussée des masses, les aspirations des pays en voie de développement posent à chaque instant de nouvelles questions qui s'ajoutent à celles déjà si nombreuses que nous valent l'extraordinaire révolution industrielle du XX^e siècle, l'intégration économique de l'Europe, le phénomène de concentration des entreprises.

Ce monde des affaires a plus que jamais besoin d'hommes possédant, outre une formation technique aussi complète que possible, une culture générale qui doit leur permettre de bien saisir l'ensemble d'un problème et de le résoudre sans négliger aucun de ses aspects. L'industrie fait aujourd'hui une telle consommation de techniciens de toutes sortes et de spécialistes que le rythme relativement lent des études ne suffit plus à satisfaire toutes les demandes et que la carence des cadres pose même un problème angoissant dans certains secteurs de la vie économique. Pour sa part, l'Université est parfaitement consciente des énormes besoins du pays qui est soucieux de maintenir la place qu'il occupe dans la compétition internationale. Mais pour répondre à de telles nécessités, elle ne saurait se passer de l'appui financier de toute cette partie de la nation dont l'activité est source de richesse matérielle. L'industrie l'a compris; il s'est établi en conséquence entre ces deux pôles, l'Université créatrice d'idées et le monde des affaires qui les applique, des contacts de plus en plus étroits qui sont à l'origine d'une fructueuse collaboration.

Dans les pays collectivistes, l'Etat est à la fois producteur et dispensateur des biens. Il appartient aux seuls pouvoirs publics d'arrêter les critères qui procèdent à la redistribution de la richesse; ce sont ces pouvoirs et eux seuls qui dispensent les

capitaux et les moyens permettant aux hautes écoles de remplir la tâche qui leur est assignée.

Dans le monde occidental, même lorsque l'Etat prend à sa charge les dépenses relevant de l'enseignement supérieur — et ce n'est pas toujours le cas puisqu'il existe aussi des universités libres — les pouvoirs publics ne sont pas seuls à soutenir financièrement l'enseignement supérieur. Conscient de ses responsabilités, le monde des affaires y participe aussi largement dans l'intérêt des deux parties. Nous avons de très bonnes raisons de penser que notre système est plus efficace que le système exclusivement étatique; il facilite les relations directes entre l'Université et le monde des affaires, il les simplifie tout en les rendant plus étroites et plus agissantes.

Récemment, lors de la collation par l'Université de Lausanne¹ de doctorats *honoris causa*, deux professeurs et deux chefs d'industrie se sont exprimés très clairement sur quelques-unes des tâches qui incombent à l'Université et à l'industrie.

Il nous paraît opportun de faire connaître à nos lecteurs l'essentiel des paroles qui ont été prononcées lors de cette manifestation sur un problème particulièrement actuel.

Sans doute les propos échangés à cette occasion ne pouvaient-ils porter sur tous les aspects qui relèvent d'une meilleure coordination entre les recherches de l'Université et les nécessités de l'industrie, d'une part, les besoins financiers de la première et les moyens matériels de la deuxième, d'autre part. Le doyen de la Faculté de médecine, M. le professeur Streiff, comme aussi M. E. Bignami soulignent l'un et l'autre l'importance d'une fructueuse collaboration entre la science pure et la pratique; il semble qu'elle se soit jusqu'ici limitée, en Suisse romande tout au moins, aux secteurs de la médecine et de la chimie. Il serait hautement désirable qu'une telle collaboration puisse s'étendre à d'autres facultés et écoles. Ainsi, nous souhaiterions vivement que certaines recherches appliquées dans les domaines les plus divers, mais en relation directe avec les besoins de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel secteur, soient confiées à l'Ecole des hautes études commerciales, à l'Ecole des sciences sociales et politiques, ou encore à la Société d'études économiques et sociales. Les étudiants en retireraient un réel bénéfice; ils seraient appelés, durant leurs études, à exécuter des travaux pratiques sous la direction d'un ou de plusieurs professeurs; ils s'initieraient ainsi à divers problèmes du monde des affaires; ils pourraient de la sorte acquérir une certaine expérience qui leur sera fort utile le jour où ils quitteront l'Université.

Voilà quelques réflexions que nous suggère l'expérience déjà entreprise à l'échelon de la médecine et de la chimie, mais qui pourrait aussi trouver une réalisation opportune dans le domaine économique; par exemple les questions relevant de l'étude du marché, de l'achat ou de la provenance des matières premières, de la technique comptable, des statistiques d'entreprises, des relations humaines, ou encore des recherches ayant un caractère plus général pourraient être confiées à des professeurs qui, sous leur responsabilité, dirigeraient les travaux de leurs étudiants en vue de répondre aux besoins du monde des affaires.

¹ En date du 25 mai 1960.

Tous les observateurs sont d'accord pour reconnaître que notre époque voit s'enchevêtrer toujours plus intimément la science pure, la science appliquée, l'industrie et l'économie. La science pure, ou fondamentale, pénètre les mystères de la nature, ce qui revient en somme à démonter, maillon par maillon, la chaîne des causes et des effets. La science appliquée choisit, d'entre ces découvertes, celles qui semblent présenter un intérêt pratique et poursuit leur étude. Parvenue à un certain stade, elle transmet ses résultats à l'industrie, qui, collaborant avec l'économie, exploite l'invention qui deviendra une source de profit et de bien-être. Ainsi, la pensée créatrice se mue en acte créateur. Nul ne saurait donc s'étonner si, entre l'Université et l'industrie, se nouent des relations d'échange, les deux partenaires donnant et recevant à tour de rôle. Mais, comme l'un des associés donne des choses invisibles — des idées — et reçoit une aide matérielle tangible, le public, naturellement malveillant puisque humain, suppose volontiers que la collation de doctorats *honoris causa* à d'éminents représentants du monde des affaires reflète une sorte de basse flagornerie poussant à d'honteux marchés! De sordides marchés entre l'Université, éternelle mendiane, et le capital sur quoi pèse toujours la malédiction d'Alberich! Presque du trafic d'indulgences! Ou l'image d'une pauvre fille se livrant à un riche séducteur!

Et pourtant... Horace et Mécène, Harvey et Charles I^{er}, Michel-Ange et Jules II, Wagner et Louis II seraient-ils des couples déshonorés par leur collaboration ? Et Pasteur ne voyait-il pas que l'une des causes de la défaite de 1870 était l'isolement de l'Université française, coupée de l'industrie, alors que, de l'autre côté du Rhin, l'industrie allemande soutenait puissamment ses intellectuels ?

Certes, l'Université doit honorer ceux dont l'esprit travaille en dehors d'elle, savants, écrivains, artistes, mais elle doit aussi reconnaître les services d'hommes qui, transmutant les idées en richesses, œuvrent, pour eux, sans doute, mais aussi pour leur pays et pour la collectivité tout entière. Elle doit donc savoir donner et ne pas avoir honte, parfois, de recevoir.

Inversément, nous voyons que, dans les milieux de l'industrie et de l'économie, il est des hommes pleinement conscients de l'importance que revêt, pour le développement futur de leur action, le progrès scientifique. MM. Bignami et Corthésy ont montré à plus d'une reprise — récemment par l'organisation d'un Symposium qui, le monde entier ayant retenti de ses échos, vit se débattre entre les plus éminents spécialistes, les graves questions de population et d'alimentation — la largeur de leurs vues et la notion élevée qu'ils ont de leur rôle. Enfin, et de la manière la plus efficace, la création de l'IMEDE et l'appui à la Faculté de médecine ont témoigné de la hauteur de leurs vues.

• • •

... Nous nous trouvons depuis quelques années devant certains problèmes dont l'importance est telle que de nombreuses disciplines et des spécialistes divers s'en occupent. Vous connaissez le problème de la surpopulation, sur lequel notre recteur a attiré l'attention à maintes reprises. S'il a préoccupé le généticien, ce problème inquiète également le sociologue, le politicien, l'économiste et le médecin.

Cette surpopulation d'une part, et d'autre part l'existence de nations sous-développées de plus en plus nombreuses soulèvent un autre problème: celui de la sous-alimentation.

Enfin l'augmentation du nombre des personnes âgées, des vieillards a fait naître une nouvelle discipline: la gérontologie et la gériatrie.

La médecine ne saurait rester indifférente à tous ces problèmes qui posent pour elle d'innombrables questions auxquelles elle doit trouver des solutions adéquates. Solutions qu'elle ne pourra trouver que dans la collaboration des différentes disciplines qui la composent et avec l'aide d'autres branches scientifiques.

La surpopulation pose entre autres questions celle de l'agrandissement des hôpitaux, de l'augmentation du nombre des médecins et du personnel soignant: questions aiguës qui touchent aussi le sociologue et l'économiste.

La sous-alimentation consécutive d'une part à une sous-production alimentaire et d'autre part à des facteurs économiques provoque des états pathologiques particuliers, ou contribue à la manifestation de certaines maladies. Enfin n'oublions pas que bien des maladies causent des troubles de la nutrition.

Si le biochimiste cherche dans son laboratoire les éléments essentiels pour la vie cellulaire et tissulaire, si le physiologiste par l'expérimentation cherche à déterminer les lois qui régissent l'économie de l'organisme, le clinicien, tout en se basant sur les données du biochimiste et du physiologiste, ne peut les adapter à ses malades sans l'aide d'industries qui lui fournissent les produits adéquats.

En contrepartie le clinicien peut donner des indications précieuses aux fabricants de ces produits. Grâce à une collaboration intelligente, on peut ainsi espérer trouver des solutions rationnelles aux problèmes énoncés plus haut, non seulement sur le plan médical, mais aussi sur le plan social et économique.

Si, au début, Nestlé avait favorisé tout spécialement les pédiatres dans le domaine de l'alimentation des nourrissons, actuellement un de ses soucis majeurs est de porter son aide non seulement à l'alimentation générale des adultes normaux, mais aussi à celle des malades, des sous-alimentés. Grâce à deux de ses administrateurs, M. Bignami et M. Corthésy, une collaboration intelligente et fructueuse a pu se développer entre la médecine, la biochimie, la physiologie et la pharmacologie. Ils ont été les promoteurs du Symposium international sur les acides aminés qui eut lieu à la Clinique médicale en 1953. Ils ont tout dernièrement organisé le Symposium international de la faim en réunissant les meilleurs biologistes et médecins

s'occupant des problèmes de la sous-alimentation, du vieillissement, de l'artérosclérose.

Dans leur auditoire, ils ont reçu généreusement le groupe ONO romand lorsqu'il traita des affections touchant l'enfant. Et dans leur auditoire encore a eu lieu l'assemblée générale de la Société suisse de chimie clinique.

MM. Bignami et Corthésy ne sont pas seulement connus dans le domaine économique par leur activité rayonnante, mais aussi par la création de l'IMEDE, ce centre de formation de cadres et de dirigeants d'entreprise qui est un excellent complément de notre Ecole des hautes études commerciales.

M. Enrico Bignami

Administrateur-délégué de Nestlé-Alimentana S. A.

S'adressant au recteur de l'Université et au doyen de la Faculté de médecine, M. E. Bignami a abordé plus particulièrement dans son discours le problème de la collaboration de Nestlé avec l'Université; nous avons extrait de son exposé les passages suivants :

... Il faudrait retourner bien loin dans ce siècle pour retracer les rapports que Nestlé a entretenus avec l'Université de Lausanne et surtout avec sa Faculté de médecine. Permettez-moi de me référer à un passé relativement récent et de me borner à rappeler les efforts que nous avons déployés en commun pour ériger l'Hôpital Nestlé en 1935, ainsi que l'aide dont nous avons toujours pu bénéficier dans le domaine de l'expérimentation clinique, tant dans la spécialisation qui a été l'une de nos tâches traditionnelles, la pédiatrie, que dans nos recherches plus récentes concernant certains aliments-médicaments destinés aux adultes.

Grâce au travail expérimental et à votre collaboration, il nous a également été possible de contrôler nos nouvelles réalisations. Votre aide et vos conseils ne nous ont pas non plus fait défaut lorsque nous nous sommes penchés sur des problèmes d'actualité: il y a quelques années, pour discuter celui des acides aminés; il y a quelques semaines seulement, pour discuter, ou mieux encore, pour provoquer la discussion entre d'éminents savants sur certaines questions démographiques, socio-économiques, économiques et agricoles qui se posent à l'humanité d'aujourd'hui et de demain.

Il est bien certain que l'état-major de l'entreprise que je dirige avec mon ami Jean Corthésy s'intéresse à toute une série de problèmes. De par le caractère international de nos activités, les données de ces problèmes ne sont pas fournies uniquement par le processus technologique et industriel du secteur économique dans lequel

nous déployons nos efforts principaux. En effet, derrière les consommateurs, les succès et les échecs de telle ou telle initiative économique, il y a des hommes et encore des hommes, plus ou moins heureux, plus ou moins malheureux, et nous n'accomplirions pas entièrement notre mission si nous n'étions conscients de la nécessité de contribuer à améliorer les conditions de vie des êtres humains aux quatre coins du monde où nous œuvrons. Dans ce domaine, Messieurs les médecins, je crois que nos préoccupations rejoignent souvent les vôtres. Vous êtes chaque jour les témoins de la fragilité de la condition humaine. Vous n'en devenez pas cyniques pour autant, même si vous devez examiner les cas avec l'œil impartial de l'homme qui doit faire abstraction de sa propre sensibilité. Qui observe consciencieusement vos activités sait que derrière votre jugement, qui peut paraître cruel parce que la réalité est cruelle, se cache une compréhension réelle pour les difficultés morales, physiques, matérielles des hommes et des femmes dont vous constatez qu'ils sont atteints gravement par la maladie. Votre science, les charges de votre profession n'étouffent pas votre cœur. Si nous autres, dirigeants d'entreprise, nous livrons aussi bataille dans le cadre du beau métier qui est le nôtre, si nous devons agir avec une vigueur qui peut aussi passer parfois, dans l'esprit de certains, pour de la dureté ou de l'incompréhension, nous avons le devoir de ne pas oublier non plus la contribution que nous devons apporter à l'amélioration de la condition humaine.

Chaque affaire industrielle présente un double aspect matériel et moral, technique et humain. Seule l'harmonieuse combinaison de ces facteurs peut conduire à une action utile à la communauté. Cela est particulièrement indispensable dans une industrie comme la nôtre, où l'étendue de l'échiquier et le volume des opérations risquent facilement de fausser les termes des problèmes à résoudre. Pour leur trouver une solution, nous avons constamment besoin d'hommes. Or, je suis certain qu'à l'avenir nous devrons compter plus que jamais sur l'apport de l'Université de Lausanne qui, grâce à son rayonnement et à ses spécialisations, pourra nous assurer un nombre toujours plus important de collaborateurs, donc de chercheurs, donc d'idées; je pense surtout aux biologistes, aux ingénieurs-chimistes, aux biochimistes, aux techniciens, aux ingénieurs, aux économistes, aux juristes, ainsi qu'aux élèves de l'Ecole des hautes études commerciales et de l'Ecole des sciences sociales et politiques. Dans la formation de ces jeunes forces et de ces spécialistes, les préoccupations de l'Université de Lausanne sont un peu les nôtres. C'est pourquoi, en 1956, nous avons pensé à créer une école pour la formation des cadres d'entreprise, école dont le but principal est de transformer des spécialistes en hommes ayant une meilleure compréhension des problèmes de commandement et d'entreprise et d'agrégats sociaux plus ou moins importants. Là encore, il m'est agréable d'évoquer toute l'aide morale que nous avons reçue dans ce sens de l'Université et du Département de l'instruction publique. Le rôle de l'Université dans la formation des élites est essentiel. Cette tâche qui est la vôtre ne cessera de grandir à l'avenir. Nous avons besoin d'hommes imprégnés de votre enseignement.

Après les pas de géant accomplis au cours des vingt-cinq dernières années dans la réalisation scientifique et économique et qui, à n'en pas douter, ont marqué très

fortement notre époque, il faut espérer que l'on mettra la même ardeur à rechercher les moyens d'apprendre aux hommes à bénéficier de tous ces progrès sur le plan moral et surtout social. C'est là un problème fondamental dont seule une solution heureuse peut permettre à ce monde néo-technocrate — auquel j'appartiens — de se développer d'une manière harmonieuse.

M. Jean-C. Corthésy

Administrateur-délégué de Nestlé-Alimentana S. A.

Je suis conscient de l'importance du rôle que l'Université veut bien attribuer dans la Cité moderne à ceux que désigne l'expression « chef d'entreprise ».

C'est sur ce dernier point que je me permettrai d'insister pendant quelques instants. Une université comme celle de Lausanne, dame austère et un peu farouche, comme dit notre Ministre de l'éducation, dont les traditions et le rayonnement ont influencé d'une manière si fructueuse des générations d'étudiants, porte tout naturellement son attention principale sur la formation de spécialistes des grandes disciplines traditionnelles. Des médecins, des avocats, des pasteurs, des professeurs vont ainsi chaque année renforcer les élites dans l'ensemble de la Suisse.

Cela est bien. Il me semble toutefois que l'étude à l'échelon supérieur des problèmes économiques soulève dans nos cantons romands moins d'intérêt que dans les cantons alémaniques. C'est là peut-être la conséquence d'une différence de goûts de la part de la jeunesse de ces deux régions de la Suisse. C'est peut-être aussi le résultat d'une tendance de certains milieux de chez nous à se méprendre sur l'importance des études commerciales. Une telle attitude influence le choix de l'adolescent qui entre à l'Université, et de ce fait les professions libérales attirent de nombreux étudiants. En cours d'études ou à la fin de celles-ci, le jeune homme se rend souvent compte des difficultés qu'impose l'ouverture d'un cabinet de consultation ou d'une étude d'avocat. Mais le choix initial est fait. Il est bien difficile de revenir en arrière. La carrière commerciale ne s'étant pas offerte sous des atours suffisamment souriants à un jeune intellectuel, l'étudiant qui s'est engagé dans les grandes disciplines traditionnelles se sent poussé dès lors à devenir fonctionnaire, alors même qu'il ne se sentirait pas particulièrement attiré par ce genre d'activité.

Or, les circonstances favorables devraient logiquement enjoindre nombre de jeunes gens à participer étroitement un jour à la direction des entreprises. Toute une élite intellectuelle préfère cependant aux risques de l'activité d'un dirigeant

d'entreprise, soit la sécurité offerte par la Confédération, le canton ou la commune, soit les avantages d'une profession indépendante.

Il est probable, et même certain à mes yeux, que le manque de cadres romands dont nous souffrons dans l'industrie ou dans le commerce provient pour une très large part de l'attention insuffisante accordée il y a dix ou trente ans — voire encore aujourd'hui — à la formation des hommes capables d'assumer ces tâches essentielles pour la vie du pays tout entier. Le patronage accordé par l'Université de Lausanne à l'IMEDE a marqué en 1957 d'une pierre blanche la voie nouvelle dans laquelle il faudrait s'engager encore plus résolument.

Je signalais il y a quelques instants que nos compatriotes alémaniques étaient plus avancés que nous dans ce domaine. Permettez-moi de me référer à des constatations faites lors de mes séjours à l'étranger. Une très large part de nos concitoyens vivant dans les pays d'outre-mer est constituée par des commerçants, par des dirigeants d'entreprises, par des représentants de grandes maisons de notre pays. J'ai toujours été frappé par la disproportion existant entre le nombre de Romands et le nombre de Suisses alémaniques travaillant dans ces secteurs importants. Peu avant la guerre, sur une colonie d'environ 700 Suisses aux Philippines, on comptait en tout et pour tout trois ou quatre familles romandes. Aujourd'hui, les Romands n'y représentent que le 7 %. En Argentine, actuellement, sur 11.000 Suisses, il n'y a que 16 % de Romands, une proportion qui baisse à 12 % au Mexique, où nous comptons 1260 compatriotes. Aux Etats-Unis, il y a environ 16 % de Romands. Il faut évidemment tenir compte, pour tenter d'expliquer cet état de choses, de facteurs particuliers, tels l'attrait du soleil sur les hommes d'origine germanique, les conditions économiques et techniques propres à la Suisse allemande ou le fait que l'industrie de notre pays est surtout concentrée dans les cantons alémaniques. Je n'en reste pas moins persuadé que si l'élément suisse-français, qui constitue le 20,6 % de la population de notre pays, est représenté dans une proportion bien moins forte dans ces pays d'outre-mer et principalement au sommet de la hiérarchie économique, c'est surtout en raison de l'intérêt insuffisant porté à la formation d'intellectuels spécialisés dans les problèmes commerciaux ou économiques.

J'ai formulé quelques observations. Je voudrais terminer par un vœu. Un vœu qui s'inspire de la nécessité d'une coopération plus étroite encore entre l'Université de Lausanne et l'IMEDE. Il me paraît essentiel que cette coopération s'affirme encore dans le sens d'une attention plus grande qu'il conviendrait de porter à la formation de dirigeants des entreprises les plus diverses.

L'Université peut faire beaucoup pour les hommes d'affaires désireux de parfaire leurs connaissances d'un dur métier sur les bancs d'une école spécialisée. Elle peut les aider à mieux comprendre les préoccupations de milieux s'inspirant de la pensée humaniste, préoccupations qui peuvent échapper, faute de temps et de contacts, à ceux qui sont engagés à fond dans la vie économique. La formation d'un plus grand nombre d'universitaires rompus aux affaires ne peut être à son tour que favorable à l'évolution d'un monde où tant reste à accomplir pour répartir plus équitablement les biens spirituels et matériels dont dispose encore largement l'humanité.